

Bujumbura, Burundi, 7 juin (Infosplusgabon) - L'une des priorités pour le nouveau président, Evariste Ndayishimiye, sera de combler le vide diplomatique dans lequel a été plongé le Burundi, suite aux précédentes élections générales, controversées et émaillées de violences, en 2015, de l'avis des analystes à Bujumbura.

La diplomatie a toujours joué un grand rôle dans ce pays des grands lacs africains aux ressources limitées, dépendant, pour plus de 50% de ses besoins, des aides extérieures.

Les efforts de normalisation des relations diplomatiques devraient être concentrés, principalement sur l'Union européenne (UE) et les Etats unis d'Amérique.

Les deux puissances mondiales passent pour les principaux partenaires techniques et financiers historiques du Burundi.

Côté Européens, le nouveau pouvoir burundais devrait prioriser la levée des sanctions financières et diplomatiques qui pèsent lourdement sur le pays, en vertu de l'article 96 de l'accord de Cotonou (Bénin).

Cet Accord encadre les relations entre l'UE, d'une part, et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP/CEE), d'autre part.

Le non respect de l'article 96 de cet accord a poussé l'UE à geler plus de 432 millions d'Euros en faveur du Burundi, sur la période initialement prévue de 2014 à 2020.

Les parties prenantes à l'accord de 2000 reconnaissent que les droits de l'homme, les principes démocratiques et l'Etat de droit sont des composantes « essentielles » de leur partenariat et des piliers « fondamentaux » d'un développement durable.

Les sanctions n'ont toujours pas été levées, l'UE restant toujours « vivement préoccupée » par la situation des droits humains au Burundi « qui nuit à toute initiative de réconciliation, de paix et de justice ».

Côté américains, il s'agira, pour le nouveau régime, de renégocier l'éligibilité du Burundi à la « Loi sur la croissance et les possibilités d'affaires en Afrique » (AGOA).

C'est suite à la crise de 2015 que le régime de Barak Obama avait décidé de retirer le Burundi des pays africains pouvant bénéficier de facilités d'Affaires sur le sol américain.

Le pouvoir de Donald Trump a juste pris acte de l'issue du scrutin présidentiel, cette année « moins problématique » qu'en 2015.

Sur le flanc Est et asiatique, l'on devrait plutôt assister à une continuité diplomatique, dans les relations du Burundi avec la Russie, la Chine, l'Inde et la Turquie.

Contrairement à l'occident, ces « pays amis » d'Asie et de l'est européen ont plutôt intensifié les relations de coopération bilatérale avec le Burundi.

C'est, par ailleurs, de ce côté que le nouveau président élu du Burundi a reçu le plus de messages de félicitations.

Sur le continent africain, un message de félicitation, venant du Rwanda voisin au nouvel élu, a particulièrement attiré l'attention de l'opinion à Bujumbura.

Dans un bref communiqué du Ministère rwandais des affaires étrangères, Kigali adresse ses félicitations au nouveau Président élu de la République du Burundi, le Général Major Evariste Ndayishimiye.

Le Gouvernement rwandais saisit cette occasion pour exprimer sa volonté d'œuvrer à l'amélioration des relations « historiques » existant entre les deux pays frères.

Le président sortant, Pierre Nkurunziza, considérait le Rwanda comme un « pays ennemi », l'accusant d'ingérences dans les affaires intérieures du Burundi.

FIN/ INFOSPLUSGABON/KOP/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon